



Accord cadre relatif à la fourniture, l'installation et la maintenance du matériel audiovisuel

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES

17 mars 2025 à 12H00

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION | 4 |
| 1.1 Objet du marché | 4 |
| 1.2 Etendue de la consultation | 4 |
| 1.3 Durée de l'accord-cadre | 4 |
| 1.4 Décomposition du marché..... | 4 |
| 1.4.1 Lots..... | 4 |
| 1.4.2 Tranches..... | 4 |
| Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 4 |
| 2.1 Forme du marché..... | 4 |
| 2.2 Forme juridique de l'attributaire | 4 |
| 2.3 Sous-traitance..... | 5 |
| 2.4 Nomenclature communautaire | 5 |
| 2.5 Variantes, options et prestations supplémentaires | 5 |
| 2.6 Délai de validité des propositions..... | 5 |
| Article 3 : DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| 3.1 Contenu du dossier de consultation | 5 |
| 3.2 Modalités de retrait du dossier de consultation | 6 |
| 3.3 Visite des installations obligatoire..... | 6 |
| 3.4 Modification du dossier de consultation des entreprises..... | 6 |
| Article 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 6 |
| 4.1 Pièces à transmettre au titre de la candidature | 7 |
| 4.2 Pièces de l'offre | 7 |
| Article 5 : CONDITIONS DE REMISE DES PLIS..... | 8 |
| 5.1 Transmission par voie électronique..... | 8 |
| Article 6 : JUGEMENT DES OFFRES..... | 9 |
| 6.1 Examen des candidatures | 9 |
| 6.2 Jugement des offres | 9 |
| 6.3 Classement final des offres..... | 10 |
| Article 7 : NEGOCIATION | 10 |
| Article 8 : ATTRIBUTAIRE PRESSENTI..... | 11 |
| Article 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES..... | 11 |

| | |
|--|-----------|
| Article 10 : INSTANCE COMPETENTE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS..... | 12 |
|--|-----------|

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de fourniture, installation et maintenance du matériel audiovisuel de l'École nationale des travaux publics de l'État basée à Vaulx-en-Velin (69). Les prestations sont détaillées dans le CCTP. Les caractéristiques détaillées des équipements sont précisées en annexe 2 du CCTP .

1.2 Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée prévue au 1^{er} alinéa de l'article 2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 Durée de l'accord-cadre

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et sa durée est d'un an. Dans le respect de l'article R2112-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être reconduit tacitement trois fois et le titulaire ne peut s'y opposer. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder quatre années.

En cas de décision de non-reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 2 mois avant la fin de chaque période d'un an. Dans tous les cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Tout bon de commande peut être émis jusqu'au dernier jour de l'échéance de fin de l'accord-cadre pour une exécution des prestations dans les 3 mois suivants la date de fin de celui-ci.

1.4 Décomposition du marché

1.4.1 Lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

1.4.2 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Forme du marché

Le marché public à conclure dans le cadre de cette consultation prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

2.2 Forme juridique de l'attributaire

Le marché sera attribué à un titulaire unique ou à un groupement momentané d'entreprises. Conformément à l'article R2151-7 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Aucune forme de groupement n'est imposée. Quelle que soit la forme du groupement (conjoint ou solidaire), l'un des membres du groupement doit être désigné par eux dans l'acte d'engagement comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'ENTPE et coordonner les prestations des membres du groupement. Le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché de

chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'ENTPE.

En cas de groupement, l'offre doit être présentée soit par l'ensemble des opérateurs économiques (candidats) groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché (les habilitations doivent être fournies).

2.3 Sous-traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations objet du marché public à conclure dans le cadre de la consultation sous réserve de se conformer strictement aux dispositions des articles R2193-1 à 22 du Code de la Commande Publique.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt par le biais de la demande d'acceptation de sous-traitant (annexe 4 de l'AE). Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC.

2.4 Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) porte le n° **32321300-2 : Matériel audiovisuel**.

2.5 Variantes, options et prestations supplémentaires

Les variantes ne sont pas autorisées et l'accord-cadre ne comporte ni d'option, ni de prestations supplémentaires.

2.6 Délai de validité des propositions

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 Contenu du dossier de consultation

Les pièces qui composent le Dossier de Consultation des Entreprises sont les suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- Un Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Détail Quantitatif Estimatif (BPU+DQE) (annexe 1a et annexe 1b) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Un tableau des équipements audiovisuels et ses caractéristiques (annexe 2) ;
- La désignation par le candidat des personnes habilitées à recevoir les communications de l'acheteur ;
- L'attestation de visite ;
- Le modèle de la lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- Le modèle de la déclaration du candidat (formulaire DC2).

Le document unique de marché européen (DUME) n'est pas fourni dans le dossier de consultation. Il peut être renseigné directement dans sa version électronique en utilisant le service DUME accessible avec le lien suivant : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr>

3.2 Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible gratuitement par retrait direct sur la plateforme dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidats sont invités à donner lors du téléchargement du DCE, différents renseignements relatifs notamment leur nom, adresse électronique ainsi que le nom de leur correspondant afin qu'ils puissent bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications). A ce titre, il est déconseillé aux candidats d'opérer un téléchargement anonyme du DCE, les modifications pouvant être apportées à la consultation du présent règlement ne pouvant leur être notifiées.

La prise de connaissance des documents transmis par l'administration nécessite l'utilisation par le soumissionnaire de logiciels standards ou spécifiques capables de lire les fichiers électroniques aux extensions suivantes : «.doc» ; «.xls» ; «.pdf» ; «.zip» (cette dernière pour les fichiers compressés).

3.3 Visite des installations obligatoire

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats doivent obligatoirement visiter le site.

Pour procéder à cette visite, les candidats doivent **impérativement prendre rendez-vous** auprès du Service Achat, Logistique et Patrimoine de l'ENTPE via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE). <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La visite aura lieu le mardi 25 février 2025 ou le mardi 4 mars 2025 à 10h30.

A l'issue de cette visite, les candidats recevront une attestation et devront en joindre une copie à l'appui de leur offre comme spécifié à l'article 4.2 du présent document.

Aucune réponse orale ne sera apportée aux questions des candidats. Toutes les questions sont à formuler par écrit sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) et les réponses apportées seront répercutées à l'ensemble des candidats.

3.4 Modification du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être publiées **au plus tard 7 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

4.1 Pièces à transmettre au titre de la candidature

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus notamment à l'article R2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique :

- Lettre de candidature pouvant prendre la forme de l'imprimé DC1, mentionnant, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses co-traitants ainsi que toutes les attestations sur l'honneur (déclaration incluse dans le formulaire DC1, version à jour du 1^{er} avril 2019) ;
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement permettant de détailler la situation financière et les capacités économiques du candidat (déclaration incluse dans le formulaire DC2, version à jour du 21 novembre 2023) ;
- Documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager la société ;
- Document désignant le nom, l'adresse mail, l'adresse postale et le numéro de téléphone des personnes habilitées par le candidat à recevoir les communications de l'acheteur dans le cadre de la procédure (modèle fourni) ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Actes spéciaux de déclaration de sous-traitance éventuelle.

Les renseignements concernant les capacités économiques, financières, techniques et professionnelles de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Pour justifier des capacités économiques, professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de candidature en groupement, les documents ci-dessus répertoriés sont produits par chacun des membres du groupement (à l'exception du modèle désignant la personne de contact avec l'acheteur et le DC1 commun au groupement). Les documents relatifs à la capacité économique et financière et à la capacité technique donnent lieu à une appréciation globale de la capacité du groupement.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

4.2 Pièces de l'offre

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes -le Bordereau des Prix Unitaires et le Détail Quantitatif Estimatif (BPU+DQE) - dûment complétés, datés et signés par la personne habilitée à engager le candidat ;
- Attestation remise à l'issue de la visite obligatoire ;
- Mémoire technique établi par le candidat, exposant :
 - l'encadrement de l'entreprise, les moyens humains et logistiques à mettre en place pour le nouveau marché ;
 - la méthode d'exécution et le suivi des prestations ;
 - la formation des techniciens de l'ENTPE à mettre en œuvre après chaque nouvelle installation et nouveau matériel ;
 - les considérations environnementales à mettre en œuvre sur site et au sein de l'entreprise.

Ce document constitue des engagements unilatéraux de la part du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra, par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans le document.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, il ne lui confère pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

Article 5 : CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

5.1 Transmission par voie électronique

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Les candidats trouveront sur cette plateforme « un guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la place de marché interministériel, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai et le pli ne sera pas ouvert.

L'attention des entreprises est donc attirée sur la durée de téléchargement des plis électroniques volumineux : c'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée. Les entreprises sont donc invitées à intégrer des marges de sécurité dans leur processus de réponse pour tenir compte de ces temps de téléchargement.

Signature électronique : les candidatures et les actes d'engagement, transmis sous forme dématérialisée, sont signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat. Les documents du marché sont signés électroniquement selon les modalités prévues par l'arrêté du 15 juin 2012 (NOR : EFIM1222915A). Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Virus : Les candidats s'engagent à transmettre des documents ne contenant pas de virus connu au jour de l'envoi des fichiers. Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Ainsi, lors de l'ouverture des plis, si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

Copie de sauvegarde : pour toute transmission par voie électronique, une copie de sauvegarde peut également être adressée avant la date limite de remise des offres sur support physique électronique par voie postale à l'adresse suivante :

ENTPE
Service Achats Logistique & Patrimoine
3 rue Maurice Audin
69518 VAULX EN VELIN

Elle devra clairement indiquer les mentions suivantes : « Nom du candidat – Copie de sauvegarde relative au marché de Fourniture, installation et maintenance du matériel audiovisuel » de l'ENTPE - A n'ouvrir qu'en cas de défaillance de l'offre électronique ».

Article 6 : JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Examen des candidatures

Conformément à l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

6.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué en tenant compte des conditions prévues aux articles R2152-1 à R2152-4 du Code de la Commande Publique. Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution ci-dessous.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères d'attribution | Pondération |
|---|--------------------|
| Prix – apprécié à partir de la simulation financière de l'acheteur | 40 % |
| La valeur technique au regard du mémoire technique joint à l'offre appréciée à partir des sous-critères de l'article 4.2 du présent RC sauf les considérations environnementales : <ul style="list-style-type: none">- Encadrement, moyens humains et logistiques- Méthode et suivi des prestations- Formation des techniciens de l'ENTPE | 10 % 30% 10% |
| Considérations environnementales | 10 % |

6.2.1 Méthodologie d'analyse du critère prix

Le prix des prestations sera noté sur 40 points selon la formule suivante :

Note prix redressée= [montant de l'offre la moins disante/montant de l'offre du candidat considérée] x 40

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées sur la décomposition des prix, elle sera rectifiée en conséquence.

L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée puisque non cohérente.

6.2.2 Méthodologie d'analyse du critère valeur technique

La note technique des prestations sera notée sur 50 points selon la formule suivante :

$$\text{Note technique redressée} = \frac{\text{note du candidat considérée}}{\text{note la plus haute}} \times 50$$

$$\text{Note du candidat} = \text{note encadrement sur 10} + \text{note méthode et suivi sur 30} + \text{note formation sur 10}$$

Le barème appliqué pour la note est le suivant :

- 0 : l'offre n'apporte aucune réponse satisfaisante aux besoins exprimés
- 2 : l'offre apporte une faible réponse aux besoins exprimés
- 4 : l'offre apporte une réponse moyenne aux besoins exprimés
- 6 : l'offre apporte une bonne réponse aux besoins exprimés
- 8 : l'offre apporte une très bonne réponse aux besoins exprimés
- 10 : l'offre apporte une réponse parfaite aux besoins exprimés

6.2.3 - Méthodologie d'analyse du critère considérations environnementales

La note environnementale des prestations sera notée sur 10 points selon la formule suivante :

$$\text{Note environnementale redressée} = \frac{\text{note du candidat considérée}}{\text{note la plus haute}} \times 10$$

Le barème appliqué pour la note est le suivant :

- 0 : l'offre n'apporte aucune réponse satisfaisante aux besoins exprimés
- 2 : l'offre apporte une faible réponse aux besoins exprimés
- 4 : l'offre apporte une réponse moyenne aux besoins exprimés
- 6 : l'offre apporte une bonne réponse aux besoins exprimés
- 8 : l'offre apporte une très bonne réponse aux besoins exprimés
- 10 : l'offre apporte une réponse parfaite aux besoins exprimés

6.3 Classement final des offres

Le résultat de la note finale est obtenu par la somme des notes des trois critères de notation après application du coefficient de pondération à savoir :

$$\text{Note finale} = \text{Note redressée du prix} + \text{Note redressée de la valeur technique} + \text{Note redressée environnementale}$$

En cas d'égalité, la priorité sera donnée au critère valeur technique.

Article 7 : NEGOCIATION

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier les offres dans toutes leurs composantes sans en modifier les caractéristiques principales.

Les négociations seront alors au maximum menées avec les trois candidats ayant remis les offres les mieux-disantes et ce quels que soient les écarts constatés entre elles.

A l'issue de la négociation, les candidats admis à la négociation devront remettre un nouvel acte d'engagement.

Les offres irrégulières ou inacceptables, au sens de l'article L.2152-2 et L.2152-3 du code de la commande publique, pourront être négociées dans les mêmes conditions si elles sont par ailleurs compétitives et dans la mesure où elles sont potentiellement acceptables et régularisables. Les offres inappropriées, au sens de l'article L.2152-4 du code de la commande publique, ne seront en aucun cas négociées.

Dans l'hypothèse où une audition serait organisée dans le cadre de cette négociation, la date prévisionnelle est fixée entre le **14 et le 18 avril 2025**.

Article 8 : ATTRIBUTAIRE PRESSENTI

L'attributaire pressenti ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception par courriel, les documents suivants :

- Pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 du Code du travail ;
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Ensemble des documents contractuels non communiqués au stade de la remise de l'offre mais contractuel ;
- Attestations d'assurance en cours de validité.

Si l'attributaire pressenti est un groupement, la demande du maître d'ouvrage sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai fixé, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat dont l'offre a été retenue ne peut produire les attestations et certificats demandés, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Les mêmes obligations sont imposées au candidat classé immédiatement après la sienne et ainsi de suite. Toutefois, si le candidat a déjà remis ces pièces lors de la candidature, elles ne lui seront pas demandées une seconde fois.

Article 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Questions :

Les candidats peuvent poser leurs questions écrites au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres via la plateforme des marchés publics, en utilisant le lien :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors adressée sur la plateforme des marchés publics, au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.

Le présent Règlement de la Consultation doit être conservé par les candidats.

Article 10 : INSTANCE COMPETENTE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

L'instance compétente en cas de litige et délivrant des informations sur l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Lyon
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03

Téléphone (+33) 4 78 14 10 10
Télécopie (+33) 4 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr